

Assemblée du parti, PBD Suisse Samedi 22 octobre 2016, Granges

Discours de Martin Landolt, Conseiller national et Président du PBD Suisse

Pas de succès centriste sans compromis

Lors de la dernière session d'automne quelques dossiers stratégiquement significatifs ont été discutés dans au Palais fédéral à Berne. Nous nous sommes en même temps aussi occupés, il est vrai, de l'abolition des cours d'éducation pour chiens, du loup, du castor, de la truite arc-en-ciel et de la punaise. Mais avec le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération, la stratégie énergétique 2050, la réforme prévoyance vieillesse 2020 ainsi qu'une première mise en œuvre de l'initiative "contre l'immigration de masse", le programme a quand-même jeté quelques jalons importantes pour l'avenir et les générations futures.

Il est d'autant plus frustrant, d'autant plus effrayant de devoir constater qu'en ce moment, il manque à la politique suisse ce qui normalement constitue un de ses atouts les plus caractéristiques : c'est la volonté de forger des compromis. Rarement ceci aura été plus évident que pendant cette session d'automne 2016. Les causes et les auteurs étaient variables, le résultat reste le même : un mélange de forces destructrices opérant au détriment du progrès, au détriment de solutions viables, au détriment des générations futures.

On aurait pu penser qu'avec la stratégie énergétique on ait trouvé au moins un de ces solides compromis dont la Suisse a le secret – du moins c'est l'impression qu'on aurait pu avoir en observant la votation finale au parlement. Mais comme vous le savez, depuis lors un référendum a été lancé. Ce qui, au fond, ne nous fait ni chaud ni froid. Car si quelqu'un pense sérieusement que les Suisses pourraient ne plus soutenir le tournant énergétique bourgeois et la sortie coordonnée du nucléaire, il devrait, à l'avenir, s'abstenir de se targuer de sa proximité au peuple à tout bout de champ.

Or, c'est précisément ce parti prétendument proche du peuple qui remet en question le résultat de plusieurs années de travail parlementaire. C'est le même parti, soit dit en passant, qui clamait haut et fort vouloir devenir un parti gouvernemental responsable et porteur de l'état si on lui accordait deux sièges au Conseil fédéral. Aussitôt dit, aussitôt fait... Ou faudrait-il dire plutôt : plus vite dit que fait ?

Mais les forces destructrices ont été encore plus nocives lors des consultations sur la réforme prévoyance vieillesse 2020. Que la commission du Conseil national puisse après neuf mois de concertations arriver à d'autres conclusions que le Conseil des Etats en tant que conseil prioritaire, cela peut être considéré légitime quoiqu'inhabituel. Mais quand c'est les représentants de la majorité de la commission eux-mêmes qui, juste avant les discussions, mettent à terre leur propres projets, c'est un triste gâchis.

Mais là encore, la volonté d'arriver à une solution pratique et viable par un compromis faisait totalement défaut. La peur, qu'en donnant le fameux petit doigt on vous prenne le bras entier, a mené à la paralysie totale. Comment le dit le proverbe déjà ? Quand on n'arrive plus à se réjouir des moineaux qu'on tient dans la main, c'est les colombes qui cachent le toit...

C'est à peu près cela – dans tous les cas, là aussi on a eu à faire à un parti se réclamant du peuple, mais ne faisant preuve d'aucune sensibilité pour ce qui préoccupe ce dernier. On a eu à faire en plus à un parti radical se déclarant au service de l'intérêt général, mais qui, dans le dossier de la réforme de la prévoyance vieillesse, semblait animé tant par l'insouciance, tant par la folie. C'était un « Freisinn » privé de sens...

Un autre exemple pour ce genre de régression indigne de la Suisse était la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. Nous en parlerons plus en détail au cours de cette Assemblée. Mais là aussi on a réussi au cours du débat – après quelques compromis initiaux et en dépit du travail accompli en commission – à se diviser de plus en plus au lieu de se rapprocher. Dans ce cas, le refus du compromis – l'inconciliabilité – est venu d'un parti qui se veut le défenseur des valeurs chrétiennes et dont le président a déclaré tout récemment que le chemin du compromis était une fausse piste...

Cher peuple Suisse bienvenue ! – Bienvenue dans cette nouvelle législature. Dans une démocratie où les compromis sont désormais considérés des aberrations. Bienvenue dans cette nouvelle législature où les nouvelles majorités ne créent rien, ne sont pas capables de s'entendre ni de trouver des solutions durables pour avancer et promouvoir le progrès bourgeois dans l'intérêt des générations futures.

Bien évidemment, les électrices et électeurs se sont trompés de cible l'année passée. Ils réclamaient plus de politique bourgeoise ; ils ont eu plus de conservatisme. Ils voulaient avancer avec les forces centristes, ils ont eu à la place de l'égoïsme borné et de la politique politicienne. Le bien du pays a été complètement perdu de vue.

Nous autres du PBD, nous nous faisons du souci. Le durcissement des positions partisans, l'absence de la moindre disponibilité au compromis, le manque de compréhension des préoccupations du peuple. Tout cela manque de rigueur, tout cela n'est pas dans l'intérêt des femmes et des hommes qui vivent dans ce pays. Le but de la politique devrait être cela pourtant : être au service de la population – et non l'inverse. Tous ceux qui s'éloignent du compromis, s'éloignent en même temps de leurs compatriotes.

S'impliquer pour trouver des compromis ne devrait pas être considéré une preuve de faiblesse. Œuvrer, à partir du centre, pour des solutions capables de réunir des majorités, n'est pas anodin. Il y a différents objectifs – par exemple dans le dossier de la réforme prévoyance vieillesse – qui tiennent au cœur du PBD. Cela fait plus de cinq ans, par exemple, que nous exigeons la mise en place d'un mécanisme d'intervention pour l'AVS, c'est à dire un frein à l'endettement. De plus, nous aimerions dépolitiser l'âge de retraite en l'adaptant automatiquement à l'espérance de vie. Mais nous sommes conscients que ce n'est dans l'intérêt de personne de nous montrer intransigeants et d'ainsi mettre la réforme en péril.

C'est pour cela que le PBD plaide pour le courage : le courage de trouver des compromis. Le courage de privilégier l'intérêt général du pays plutôt que les objectifs politiques. Et il continuera à chercher et à mettre en œuvre des solutions, dusse-t-il être le dernier et le seul parti à le faire. Ce qui nous anime, c'est la conviction que la politique n'est pas un but en soi, mais qu'elle se doit d'être au service de tous – et surtout des générations futures. Nous sommes convaincus aussi que la majorité des Suisses souhaite une politique qui apporte des solutions et qui défend notre aptitude au compromis.

Les convictions dont nous nous réclamons se basent sur la proximité du PBD au peuple – c'est un fait qui peut être statistiquement prouvé. Vous avez certainement vu l'analyse, publiée il y a quelques semaines, qui passait au crible les votes des citoyens pour en déduire quel parti représente l'opinion populaire le mieux. Le PBD est sorti grand gagnant de cette analyse – à condition, bien évidemment, que l'on considère positif le fait de se retrouver du côté de la majorité et donc du côté des solutions.

Dans ce contexte on peut et on doit se poser la question pourquoi les partis qui gagnent les élections sont ceux dont, selon cette analyse au moins, la politique s'éloigne le plus de l'opinion populaire. Il faut se demander aussi pour combien de temps encore ce seront précisément ces forces destructrices à sortir renforcées des urnes. Dans tous les cas, nous ferons preuve de patience et nous aurons le courage de ne pas copier les recettes de ce succès apparent. Car nous savons que ces concepts ne pourront tout simplement pas mener au succès. A court terme ils pourront faire gagner des élections peut-être, mais à long terme ils n'apporteront rien à notre pays et à ses habitants.

Ceux qui cherchent des lignes directrices, une boussole politique, devrait avoir le courage de consulter notre Constitution. Il n'y a pas si longtemps que nous avons dû assister à un débat public houleux insinuant que le monde politique suisse en général et le parlement en particulier manqueraient de respect à la Constitution bien qu'ils y aient prêté serment.

Ce qui a été mis de côté dans ce débat – non sans opportunisme – c'est qu'il va bien évidemment de soi que nous sommes tous tenus de respecter la Constitution. Mais c'est du respect de la constitution dans son ensemble dont il faut parler ici, et non du respect borné pour un seul et unique article que celui-ci porte le no. 121a ou non.

Les valeurs de base de notre constitution englobent bien plus qu'un seul article, qui, dans le cas concret, vise à régler l'immigration grâce à une formulation contradictoire et de manière tellement compliquée que même les auteurs de l'initiative n'ont point d'idée claire de comment accorder tout cela avec les autres règles en vigueur.

Mais s'il faut débattre de la constitution, il vaudrait d'abord la peine de la lire dans son entier, de la méditer et de la laisser agir en soi. Je ne suis pas certain, combien de nos acteurs politiques la consultent, même sporadiquement – ou l'aient lu du début à la fin au moins une fois. On peut prêter serment sur un livre sans jamais y avoir jeté un regard. Le crépitement des flashes reste le même.

Un examen de notre consultation révélerait quelques principes fondamentaux qui devraient profondément marquer notre politique – au-delà des positions des partis. On verrait par exemple que la solidarité et l'ouverture au monde y sont tout aussi ancrés que le respect, la conscience des acquis communs et la responsabilité envers les générations futures. – Seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres...

En accord avec sa constitution la Confédération favorise la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays. Elle s'engage en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique. Confédération et cantons respectent le droit international. Personne ne doit être discriminé.

Et maintenant je vous pose la question : sur quelle conception de la Constitution peuvent bien se fonder des exercices politiques qui visent à empêcher une sortie coordonnée de l'énergie nucléaire, qui méprisent les traités de droit international ou qui exigent des codes vestimentaires pour des groupes de population arbitrairement choisis ?

Bienvenue donc à tout ceux qui veulent tenir un débat constitutionnel. Mais alors, s'il vous plaît, débattons de la constitution dans son intégralité. Nous devrions même le faire beaucoup plus souvent. Car tout ceux qui prennent au sérieux les valeurs qu'elle incarne, les valeurs qui ont été défendues par ses pères fondateurs, doivent arriver à la conclusion que ce texte fondamental n'a d'autre but que de faire avancer le progrès : un progrès bourgeois, un progrès responsable envers la société et la nature. Et c'est exactement ce que le PBD prône.

Continuons donc de nous engager pour notre politique, pour nos valeurs – qu'elles soient ou non populaires dans l'immédiat, que cela attire ou non l'attention des médias. Car ces valeurs sont au service des habitants de notre pays et des générations futures. Soyons les garants d'un progrès bourgeois et de compromis solides orientés solutions. Ne regardons ni à gauche ni à droite, mais seulement devant nous, avançons ! – C'est notre raison d'être. C'est pour cela que nous sommes venus et que nous allons rester.